

Brochure n° 3120

Convention collective nationale
IDCC : 468. – COMMERCE SUCCURSALISTE
DE LA CHAUSSURE

ACCORD DU 28 MARS 2014
RELATIF AUX APPOINTEMENTS MENSUELS ET ANNUELS GARANTIS
POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1450605M
IDCC : 468

Entre :

La FEC,

D'une part, et

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Appointements mensuels du personnel « employés »

Au titre de l'année 2014, et à compter du premier jour du mois qui suit la date de signature du présent accord, les appointements mensuels garantis du personnel « employés » sont fixés selon le barème suivant :

(En euros.)

CATÉGORIE	MINIMUM MENSUEL
I	1 446
II	1 450
III	1 456
IV et IV <i>bis</i>	1 460
V et VI <i>bis</i>	1 465
VII	1 485
VIII	1 495

Article 2

Appointements annuels du personnel « cadres »

Au titre de l'année 2014, et à compter du premier jour du mois qui suit la date de signature du présent accord, les appointements annuels garantis du personnel « cadres » sont fixés selon le barème suivant :

(En euros.)

CATÉGORIE	MINIMUM MENSUEL
IA	19 795
IB	20 458
IC	21 114
IIA	21 868
IIB	22 192
IIC	22 837
IID	23 699
IIE	24 991
IIF	26 931
III	29 301
IV	31 670
V	36 088
VI	43 305

Grille couples

(En euros.)

CATÉGORIE	MINIMUM ANNUEL
IA	—
IB	—
IC	—
IIA	39 528
IIB	39 965
IIC	40 167
IID	41 466
IIE	43 736
IIF	47 130
III	51 282
IV	55 436
V	63 139

Article 3

Publicité. – Extension

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour que chaque signataire en reçoive un original. Les organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national qui ne seraient pas signataires du présent texte en recevront une copie.

En outre, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera adressé, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, à la direction générale du travail et au conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander, dès connaissance du numéro de récépissé de dépôt, l'extension du présent accord auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 28 mars 2014.

(Suivent les signatures.)